

Cote du document: EB 2016/117/R.12/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 9 a)  
Date: 13 avril 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de don à la République démocratique populaire lao

### Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Fonds du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

Henning Pedersen  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +84 (4) 3726 5104  
courriel: h.pedersen@ifad.org

Benoît Thierry  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +84 (4) 3726 5104  
courriel: b.thierry@ifad.org

##### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-septième session  
Rome, 13-14 avril 2016

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (cadre logique)	11

## Sigles et acronymes

BNCP	Bureau national de coordination du projet
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PAM	Programme alimentaire mondial
SNNPA	Stratégie nationale de nutrition et Plan d'action

## Carte de la zone du projet

### Lao People's Democratic Republic

Strategic Support for Food Security and Nutrition Project Map of the Project Area and Target Districts  
 Design report



Source: FIDA; 25/11/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République démocratique populaire lao

### Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Fonds du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Bénéficiaire:</b>	Ministère des finances
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et des forêts
<b>Coût total du projet:</b>	38,8 millions d'USD
<b>Dons accordés dans le cadre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP):</b>	24 millions d'USD (supervisé par le FIDA) 6 millions d'USD (supervisé par le Programme alimentaire mondial [PAM])
<b>Montant du cofinancement:</b>	Secteur privé: 459 000 USD
<b>Contribution du pays bénéficiaire:</b>	5,4 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,9 millions d'USD
<b>Institutions chargées de la préévaluation:</b>	FIDA et comité directeur du GAFSP
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don en faveur de la République démocratique populaire lao pour le Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

## Proposition de don à la République démocratique populaire lao pour le Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Fonds du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Ces 20 dernières années, la République démocratique populaire lao a enregistré un taux de croissance économique moyen de 7% par an, soutenu par la libéralisation macroéconomique, des réformes fondées sur l'économie de marché, d'importants flux d'investissements étrangers directs dans les industries du secteur primaire (industrie minière et hydroélectricité, par exemple), et l'agriculture.
2. En dépit de la diminution de la part représentée par l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB), qui est passée de 53% en 2000 à 27,5% en 2014, ce secteur reste la principale source d'emploi, plus de 70% de la population tirant sa subsistance des activités agricoles. Ces chiffres montrent que la croissance économique a créé peu d'emplois dans les autres secteurs. Le taux de croissance du secteur agricole, qui atteignait presque 5% en moyenne par an à la fin des années 1990, n'était plus que de 2% en 2012. La majeure partie de la croissance du pays résulte de l'extension des surfaces cultivées pour absorber l'augmentation de la main-d'œuvre rurale de 2,5% par an. La productivité d'ensemble du secteur reste cependant faible, et le revenu par habitant est inférieur à la moitié de la moyenne nationale. Les 650 000 ménages agricoles pratiquent, pour la plupart, des activités de subsistance et à faible productivité.
3. La croissance économique a entraîné une baisse constante de l'indice de pauvreté national, qui est passé de 46% de la population au milieu des années 1990 à 23% en 2012. La pauvreté et l'extrême pauvreté sont plus courantes dans les régions montagneuses, où vit la majorité des peuples autochtones du pays. Dans les hautes terres, le taux de pauvreté national peut atteindre 43%, contre 28% dans les plaines. Le pays est passé d'une situation de déficit en riz en 1996 à un excédent de production en 2006. L'accès au riz et aux sources de protéines dépend toutefois largement de la situation géographique et du revenu. La malnutrition est élevée: en milieu rural, 44% des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance (dénutrition chronique). Les communautés les plus exposées à la dénutrition vivent sur les hautes terres, où les activités économiques des ménages sont de plus en plus pénalisées par des pratiques agricoles non durables, des concessions massives de terres, une adaptation insuffisante au changement climatique et le manque de moyens financiers, d'accès aux marchés et aux services d'appui.
4. En juin 2015, le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) – un mécanisme de financement multidonateurs – a approuvé une proposition de financement à hauteur de 30 millions d'USD présentée par le

Gouvernement lao à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le FIDA a été choisi comme organisme de supervision de l'investissement, et le PAM s'est vu attribuer le contrôle de l'assistance technique.

5. Aux termes des dispositions de l'accord de transfert concernant le Fonds d'affectation spéciale du GAFSP qui a été conclu entre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) (en qualité de gestionnaire) et le FIDA, la BIRD devra verser au FIDA les fonds approuvés par le comité directeur du GAFSP aux fins de la mise en œuvre du projet. Ces fonds seront utilisés par le FIDA conformément à ses politiques et procédures et aux décisions du Comité directeur du GAFSP telles que spécifiées dans le projet approuvé.
6. En vertu de l'accord de transfert, le FIDA conclura un accord avec le Gouvernement lao conformément aux politiques et procédures du Fonds.

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

7. Le don du GAFSP pour le Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition est destiné à expérimenter de nouvelles approches et technologies, et reproduire à plus grande échelle les technologies et systèmes existants pour permettre au gouvernement d'obtenir plus rapidement la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition au niveau national. Le projet est l'un des premiers projets de développement du pays conçus pour trouver une solution globale aux difficultés de l'agriculture, afin d'améliorer la nutrition dans le cadre du principe de convergence, comme indiqué dans la Stratégie nationale de nutrition à l'horizon 2025 et le Plan d'action 2016-2020 (SNNPA).
8. Les interventions du projet seront axées sur la mise en œuvre de quatre activités agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels parmi les 22 interventions prioritaires de la SNNPA. D'autres projets de partenaires de développement et programmes nationaux prennent en charge les interventions restantes. Le projet mettra l'accent sur la création d'un environnement propice à des améliorations durables de la production agricole en fonction du marché (par des cultures diversifiées et contribuant à la nutrition), et sur l'emploi rural grâce: i) à la planification et à l'exécution d'investissements publics participatifs ascendants au niveau des villages; ii) à l'autonomisation des femmes en vue d'améliorer l'alimentation de la famille, en particulier pendant les 1 000 premiers jours de vie; iii) au développement d'organisations paysannes assurant le lien entre les exploitants agricoles hommes et femmes et les marchés; iv) à l'application d'une approche de vulgarisation axée sur la demande mettant l'accent sur une vulgarisation décentralisée entre agriculteurs et entre entreprises et agriculteurs; et v) à l'appui aux investissements de l'agro-industrie privée, en visant des modèles économiques conformes aux objectifs de développement et de croissance. Le projet favorisera, en outre, les "technologies vertes" afin que toutes les interventions aient un impact neutre ou positif sur l'aptitude des communautés à s'adapter au changement climatique.
9. Le financement du projet est conforme au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2011-2015, qui comprend trois objectifs stratégiques: i) améliorer, au niveau communautaire, l'accès à la terre et aux ressources naturelles ainsi que leur gestion; ii) améliorer l'accès aux services de conseil et aux intrants nécessaires pour que les systèmes agricoles soient durables, adaptatifs et intégrés; et iii) améliorer l'accès aux marchés.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Zone d'intervention: Le projet sera mis en œuvre dans 12 districts et environ 400 villages des provinces d'Oudomxai, de Phongsaly, de Xieng Khouang et de Houaphan du nord du pays. Les villages seront choisis selon les critères suivants:

i) données sur la pauvreté; ii) potentiel de croissance impulsée par l'agriculture, notamment l'expansion de la base des ressources agricoles et forestières, le développement de l'irrigation et l'accès aux marchés; iii) engagement des autorités du village; iv) évaluation de la vulnérabilité au changement climatique; et v) possibilités de convergence avec d'autres projets en cours ou prévus.

11. Population cible: Le groupe cible sera composé de ménages ruraux pauvres habitant dans les 400 villages sélectionnés. Pour veiller à ce que les femmes bénéficient d'un accès égal et prioritaire aux avantages fournis par le projet, ce dernier comprendra des mesures visant à accroître la participation et l'influence des femmes dans leurs communautés, notamment par une égalité de représentation des hommes et des femmes dans les comités de développement villageois du projet.

## B. Objectif de développement du projet

12. L'objectif général du projet est de réduire l'extrême pauvreté et la malnutrition dans les communautés les plus défavorisées. L'objectif de développement est de faire en sorte que l'amélioration et la diversification de la production agricole et de la nutrition des ménages optimisent les moyens d'existence et les conditions de vie.

## C. Composantes/résultats

13. Le projet comprend trois composantes principales ainsi qu'une composante pour la gestion de projet:

Composante 1: renforcement des services publics. Cette composante sous-tendra le développement des capacités, des procédures et des compétences techniques du gouvernement pour appuyer – et coordonner – la mise en œuvre d'un certain nombre d'interventions de la stratégie nationale de nutrition par les communautés. Elle comprend: i) l'établissement d'un système de planification, de supervision, de suivi et de gestion des savoirs du projet comprenant plusieurs niveaux, au sein du Ministère de l'agriculture et des forêts; et ii) le renforcement des capacités des services de vulgarisation agricole au niveau des districts, des centres de services techniques au niveau des districts et de l'Institut national de recherche agricole et forestière, afin d'offrir des technologies et une formation pour une agriculture durable adaptée au climat et sensible aux enjeux nutritionnels et pour la gestion des ressources naturelles.

Composante 2: interventions nutritionnelles à vocation agricole impulsées par les communautés. Cette composante sera supervisée par le PAM. Elle comprend les deux sous-composantes suivantes:

- i) Planification pour des effets nutritionnels améliorés. Il s'agit de l'appui à la planification de la convergence multisectorielle au niveau du district pour accélérer la mise en œuvre de la SNNPA. Cette sous-composante comprend la cartographie des différents programmes et des infrastructures des parties prenantes afin d'identifier les lacunes en matière de développement au niveau des villages. Simultanément, le projet soutiendra l'amélioration de la planification du développement des villages en renforçant l'aptitude des intervenants villageois à diriger le processus de développement dans leurs communautés. La préparation de plans triennaux de développement villageois (PDV) multisectoriels et sensibles aux enjeux nutritionnels sera soutenue par des prestataires de services expérimentés en planification communautaire.
- ii) Amélioration de la nutrition des ménages à l'initiative des femmes. Il s'agit du déploiement, dans tous les villages concernés par le projet, d'un programme de communication sur la modification des comportements, soutenu conjointement par le projet et le Projet de développement Gouvernance sanitaire et nutrition financé par la Banque mondiale. Son objectif est d'encourager les comportements améliorant la nutrition qui optimisent les bénéfices retirés des investissements réalisés dans les quatre interventions agricoles de la SNNPA dans le cadre du projet. Le projet

soutiendra l'organisation, une fois par mois, de fermes-écoles pour la nutrition dans les villages afin de trouver un équilibre entre la production agricole, la collecte d'aliments sauvages et les achats alimentaires tout au long de l'année. Il permettra aux villages d'accroître la disponibilité des aliments afin d'améliorer la diversité de l'alimentation.

Composante 3: partenariats durables et ouverts axés sur le marché. Cette composante comprend deux sous-composantes:

- i) Investissement rentable dans une agriculture adaptée au climat et sensible aux enjeux nutritionnels. Le projet identifiera les produits qui offrent des possibilités d'investissement et sont conformes aux plans de développement socioéconomique au niveau provincial. Les produits seront choisis sur la base des critères suivants: possibilité de production commerciale d'aliments nutritifs pour se substituer aux exportations ou aux importations; et probabilité d'investissement par les ménages ruraux pauvres en vue d'accroître leur production et de créer des emplois. Des plans d'investissement stratégique seront préparés dans toutes les communautés sélectionnées. Ces plans documenteront le processus du PDV et fourniront un cadre permettant de créer des groupes de production agricole et d'inciter les entrepreneurs à investir dans la zone d'intervention. Sur la base de ces opérations, le projet cofinancera, par le biais d'un fonds de développement villageois, les investissements des communautés et des organisations paysannes identifiées dans le PDV en faveur d'une production agricole rentable, durable et sensible aux enjeux nutritionnels.
- ii) Relier les agriculteurs aux marchés. Dans le cadre du projet et avec l'appui du Ministère du plan et du Ministère de l'agriculture et des forêts, un examen du programme d'agriculture contractuelle en cours dans la zone d'intervention sera réalisé; des modifications de la législation, de la réglementation et des procédures nationales de mise en œuvre à la base des accords contractuels de production agricole seront proposées. L'objectif est d'établir des accords plus équitables et plus productifs, au profit tant des agriculteurs que des investisseurs. Une assistance technique en appui à l'amélioration des politiques contractuelles de production agricole sera prévue. Sur la base de cette expérience, le projet utilisera à titre pilote un financement public-privé pour promouvoir les investissements et la création d'emplois auprès des entreprises et des ménages ruraux.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

14. Le projet sera exécuté sur une période de six ans. La problématique de la nutrition a été intégrée dans les trois composantes du projet; chaque activité contribuera à l'amélioration de la nutrition. Des actions simultanées ciblant l'alimentation, les soins aux enfants et les pratiques d'alimentation, l'accès à des soins de santé de qualité, ainsi qu'à l'eau et l'assainissement, seront entreprises afin d'optimiser leur impact. La structure de gestion s'appuiera sur les enseignements tirés des précédents projets du FIDA dans le pays et la région, et évitera les systèmes de gestion parallèles tout en mettant en œuvre des mécanismes transparents de gestion financière et de transfert de fonds.

#### B. Cadre organisationnel

15. Au niveau national, un comité de pilotage du projet sera chargé de la direction générale du projet et de la convergence entre les activités du projet et d'autres partenaires de développement. Ce comité sera composé de représentants des Ministères de l'agriculture et des forêts, des finances, du plan et de l'investissement, et de la santé, de la Chambre nationale de commerce et de l'industrie ainsi que des quatre gouverneurs ou vice-gouverneurs provinciaux. Il sera présidé conjointement

par les Vice-Ministres de l'agriculture et des forêts, et de la santé. Des comités de pilotage seront également créés au niveau provincial. Le Ministère de l'agriculture et des forêts, par le biais de son Département de la planification et de la coopération, sera l'organisme chef de file qui assumera la responsabilité générale de la mise en œuvre du projet. Ce ministère déléguera aux administrations des districts et au bureau national de coordination du projet (BNCP), basé à Vientiane. Le BNCP sera soutenu par un conseiller technique principal recruté au niveau international.

### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. Planification et suivi-évaluation. Le système de suivi-évaluation du projet permettra: i) d'orienter la mise en œuvre du projet par l'évaluation et l'analyse de ses produits, de ses effets et de son impact sur la nutrition et les moyens d'existence des ménages pauvres; et ii) de mettre en commun les connaissances en recueillant les enseignements tirés, les bonnes pratiques et les innovations couronnées de succès, et en les publiant sur des plateformes de savoirs. Le système de S&E couvrira les aspects opérationnels et financiers du projet.
17. Apprentissage et gestion des savoirs. Dans le cadre du projet, les processus d'apprentissage et de gestion des savoirs permettront d'identifier, d'analyser, de documenter et de mettre en commun des connaissances, d'appuyer la diffusion de l'innovation, d'identifier les thèmes de plaidoyer avec les décideurs et de fournir des informations utiles dans une optique de reproduction à plus grande échelle. Cette étape comporte: i) des visites d'études, des discussions et des ateliers destinés au personnel du projet et aux fonctionnaires des ministères au niveau national et à celui des districts pour promouvoir les initiatives en faveur d'une agriculture à haute valeur nutritive sur les hautes terres; et ii) différents formats de diffusion des résultats, notamment une vulgarisation entre agriculteurs, et entre entreprises et agriculteurs.

### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

18. Gestion financière. En sa qualité de dépositaire des fonds sur les comptes du projet, le BNCP sera responsable de la gestion financière. Le BNCP sera aussi responsable de la bonne utilisation des fonds qui lui seront attribués et devra en rendre compte au gouvernement et au FIDA, conformément aux accords juridiques et aux accords contractuels passés avec les prestataires de services. Pour chaque exercice budgétaire, il fournira des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses du projet conformément aux normes et procédures ayant l'agrément du FIDA. Après évaluation de la gestion financière du projet, le risque fiduciaire est jugé élevé. Les mesures d'atténuation comprendront une supervision, une surveillance et un appui étroits du bureau sous-régional du FIDA pour les opérations suivantes: i) l'installation de logiciels comptables professionnels; ii) le recrutement de personnel compétent et qualifié en gestion financière; iii) l'élaboration d'un manuel de gestion financière qui intègre des contrôles en lien avec les opérations; iv) des missions de supervision semestrielles par le bureau sous-régional; et v) la création d'un cadre de contrôle intégrant périodiquement des vérifications internes et des audits externes indépendants.
19. Flux de fonds. Les fonds du projet seront versés au FIDA et au PAM par le biais du GAFSP, conformément aux rôles qui leur ont été attribués et aux accords juridiques en place. Pour les fonds gérés par le FIDA (don du GAFSP), le Ministère des finances ouvrira un compte désigné libellé en dollars des États-Unis auprès de la Banque centrale de la République démocratique populaire lao. Le compte désigné sera tenu et géré par le Ministère des finances. Le FIDA avancera les fonds sur le compte désigné selon la méthode du compte d'avances temporaires.

20. Le BNCP ouvrira et gèrera un compte désigné libellé en kips laotiens (LAK) pour les opérations du projet. Le BNCP soumettra des demandes de reconstitution au FIDA par le biais du Ministère des finances, accompagnées des pièces justificatives appropriées.
21. Passation des marchés. La passation des marchés de biens, travaux et services de consultants financés dans le cadre de ce projet se fera conformément aux directives du FIDA en la matière. Pour la composante 2, les règles du PAM en matière de passation des marchés seront appliquées. Les procédures et la réglementation en vigueur au Laos concernant la passation des marchés seront appliquées dans la mesure où elles ne contreviennent pas aux directives du FIDA.
22. Gouvernance. Le BNCP préparera un cadre de projet relatif à la transparence et à la publicité des investissements. Ce cadre comportera des dispositions visant à garantir que la passation des marchés (par les districts ou le BCP) s'effectue conformément aux règles du FIDA et aux dispositions du projet. Les mesures comprendront: i) la publication dans les journaux locaux, dans les bureaux de district et provinciaux de tous les avis de passation de marchés, appels à propositions, attributions de contrat et précisions sur les partenariats commerciaux; ii) la participation de représentants des utilisateurs finaux aux évaluations des offres; et iii) la prompt communication aux soumissionnaires. Le cadre comprendra également un code de conduite interne que devra signer l'ensemble du personnel participant à la mise en œuvre du projet.

#### E. Supervision

23. Le FIDA supervisera le projet conjointement avec le PAM. Le PAM se concentrera sur la composante 2, tandis que le FIDA supervisera les autres composantes et assurera la gestion financière globale. Un examen conjoint à mi-parcours sera organisé par le gouvernement, le FIDA et le PAM avant la fin de 2018.

### IV. Coût, financement et avantages du projet

#### A. Coût du projet

24. Le coût total du projet, estimé à 38,8 millions d'USD, est détaillé dans le tableau 1.

Tableau 1  
**Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	GAFSP FIDA		GAFSP PAM		Investissement parallèle du gouvernement		Secteur privé		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Travaux de génie civil	318	86,1			-	-	-	-	-	-	51	13,9	370
2. Véhicules	1 089	100			-	-	-	-	-	-	-	-	1 089
3. Équipement	477	100			-	-	-	-	-	-	-	-	477
4. Intrants agricoles	865	58,9	73	5	-	-	-	-	-	-	531	36,1	1 469
5. Don de contrepartie	13 881	72,9			1 800	9,5	459	2,4	2 900	15,2	-	-	19 040
6. Assistance technique nationale	2 176	47,2	1 775	38,5	-	-	-	-	-	-	658	14,3	4 608
7. Assistance technique internationale	362	26,5	1 003	73,5	-	-	-	-	-	-	-	-	1 364
8. Renforcement des capacités et apprentissage	1 714	35,2	3 150	64,8	-	-	-	-	-	-	-	-	4 864
9. Salaires et indemnités	1 292	42,0			-	-	-	-	-	-	1 787	58,0	3 078
10. Autres dépenses opérationnelles	1 827	75,0			-	-	-	-	-	-	609	25,0	2 435
<b>Total</b>	<b>24 000</b>	<b>61,9</b>	<b>6 000</b>	<b>15,5</b>	<b>1 800</b>	<b>4,6</b>	<b>459</b>	<b>1,2</b>	<b>2 900</b>	<b>7,5</b>	<b>3 635</b>	<b>9,4</b>	<b>38 794</b>

## B. Financement du projet

25. Le projet sera financé par un don du GAFSP d'un montant de 30 millions d'USD. La contribution attendue du secteur privé est de 459 000 USD, et les bénéficiaires apporteront 2,9 millions d'USD. La contribution du gouvernement est estimée à 5,4 millions d'USD et couvrira les taxes, les droits, l'infrastructure, l'enregistrement des terres et les dépenses de personnel en gestion de projet. Sur les 30 millions d'USD du financement du GAFSP, le FIDA en gèrera 24 millions d'USD (composantes 1 et 3) et le PAM, 6 millions d'USD (composante 2 et assistance technique prévue par la composante 1). Le tableau 2 indique le coût du projet par composante et par source de financement.

Tableau 2  
**Coût du projet, par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	GAFSP FIDA		GAFSP PAM		Investissement parallèle du gouvernement		Secteur privé		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Renforcement des services publics	3 285		1 003		-		-		-		265		4 552
2. Interventions nutritionnelles à vocation agricole impulsées par les communautés	-		4 997		-		-		-		444		5 441
3. Partenariats durables et ouverts axés sur le marché	16 167		-		1 800		459		2 900		525		21 851
4. Gestion du projet	4 548		-		-		-		-		2 402		6 950
<b>Total</b>	<b>24 000</b>		<b>6 000</b>		<b>1 800</b>		<b>459</b>		<b>2 900</b>		<b>3 635</b>		<b>38 794</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

26. L'analyse cout-avantages du projet repose sur les liens entre la nutrition, l'éducation et les revenus. L'analyse compare le flux actualisé du revenu additionnel attendu sur toute la durée du projet au flux actualisé des coûts du projet. On considère que les interventions du projet auront un impact positif sur la capacité des enfants à achever leur scolarité et à avoir de meilleures perspectives de salaire à l'âge adulte. Globalement, le taux de rentabilité économique du projet est de 8,7%. Le ratio coût-bénéfice de 2,92 correspond à un rendement d'environ 3 USD pour chaque dollar investi. L'analyse de sensibilité indique un taux de rentabilité économique interne solide.
27. Le projet ciblera au moins 400 villages, soit 34 000 ménages. Sous réserve d'un taux de succès de 60%, le projet permettra à environ 20 400 ménages de sortir de la pauvreté d'ici à la fin du projet. Les avantages directs attendus sont la diversification de la production alimentaire familiale, des investissements dans l'infrastructure de production agricole et l'amélioration de la productivité des systèmes agricoles. Ces améliorations comprendront: l'introduction de la petite et de la micro-irrigation; l'introduction de cultures fourragères et de rente dans la rotation des cultures; l'amélioration de la production de riz dans les hautes terres et en plaine; l'introduction d'entreprises d'élevage, comme la pisciculture et l'élevage porcin; l'extension des activités de récolte et de transformation.

### D. Durabilité

28. Le projet vise à développer les capacités des pouvoirs publics de l'échelon du village au niveau national. En misant sur le renforcement des capacités des pouvoirs publics, les investissements permettront de maintenir l'ancrage des activités durables de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le service public et la société civile dont il sert les intérêts. Une fois développées, les capacités du secteur public pourront être étendues à l'ensemble du pays grâce à l'amélioration des systèmes dans les provinces et districts cibles. Le projet mettra aussi l'accent sur le développement d'organisations communautaires et de groupes d'utilisateurs villageois autonomes, qui joueront un rôle important dans la mise en œuvre et la gestion des activités du projet.

### E. Identification et atténuation des risques

29. Les principaux risques pesant sur la réussite du projet se situent au niveau des institutions, des marchés et des politiques. Au nombre des risques institutionnels figurent la lenteur des processus d'approbation et la faiblesse des capacités techniques des organismes publics. Les mesures d'atténuation comprennent la définition de critères et de formats clairs pour tous les processus de planification, et le déploiement de plans annuels d'évaluation et de développement des capacités. Parmi les risques liés au marché, on peut citer la volatilité des prix des denrées alimentaires et les difficultés d'établissement de partenariats public-privé, en raison de la dispersion et du caractère artisanal de la production des agriculteurs pauvres. Pour atténuer ces risques, le projet encouragera la diversification de la production et la diffusion d'informations sur les marchés au niveau local; une formation sera dispensée aux communautés et aux groupes d'agriculteurs pour augmenter la production et améliorer la qualité. Au nombre des risques relatifs aux politiques figurent l'application à petite échelle des cadres nationaux d'agriculture sous contrat et la sensibilisation limitée aux politiques sur le changement climatique. Les mesures d'atténuation comprennent une concertation permanente au niveau national et provincial, en particulier l'élaboration d'approches concrètes pour les accords contractuels de production agricole et l'adaptation au changement climatique.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

30. Le projet est conçu conformément aux politiques et stratégies du FIDA relatives au ciblage, à l'égalité des sexes, aux peuples autochtones, à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et à la collaboration avec le secteur privé. Pour ce qui est de l'impact sur l'environnement, la majeure partie des activités relèvent de la catégorie C, un petit nombre étant classées en catégorie B. Le projet est également conforme au COSOP 2011-2015 pour la République démocratique populaire lao.

### B. Alignement et harmonisation

31. Comme indiqué ci-dessus, le projet correspond parfaitement aux priorités gouvernementales et aux cibles du GAFSP, et il sera mis en œuvre dans le cadre du COSOP du FIDA pour le pays. De plus, le projet sera harmonisé avec les projets de développement régionaux et nationaux suivants: le Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les hautes terres du Laos, les programmes internationaux Santé, nutrition et population, le projet du Fonds pour la réduction de la pauvreté et le projet de développement Gouvernance sanitaire et nutrition, soutenus par la Banque mondiale; le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos et le Programme Soum Son Seun Jai, soutenus par le FIDA; le Projet en faveur du renforcement des capacités de gestion de la PIP soutenu par l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI); le Programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique soutenu par l'Union européenne; le projet de santé et de nutrition maternelles et infantiles et le programme d'assistance alimentaire pour la création d'actifs à l'initiative du PAM; et plusieurs initiatives menées par des ONG.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

32. L'innovation la plus importante du projet est l'approche de convergence, dont le but est de consolider les impacts des programmes complémentaires mis en œuvre par le gouvernement et les partenaires de développement pour améliorer la nutrition. Cette approche, qui concerne les 22 interventions menées dans le cadre de la stratégie du gouvernement en faveur de la nutrition, peut être transposée et reproduite à plus grande échelle dans tout le pays. Les bonnes pratiques seront identifiées et partagées au sein du projet et avec d'autres projets en élaborant des approches d'apprentissage appropriées d'un point de vue linguistique et culturel, qui tiennent compte des faibles taux d'alphabétisation des bénéficiaires.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

33. Le FIDA assure la coprésidence du Groupe de travail sur l'agriculture et le développement rural. Même si les investissements consentis dans le cadre de ce projet ont peu de chances d'influencer la politique nationale, les projets du FIDA ont permis d'acquérir une expérience collective qui servira de base à la participation actuelle du bureau de pays et du centre sous-régional à l'élaboration des politiques. Les domaines prioritaires de la concertation sur les politiques comprendront la planification décentralisée participative, les cadres de partenariat public-privé, l'agriculture sous contrat et la prise en compte de la nutrition dans la production agricole. Le Groupe de travail du secteur est une instance importante où toutes ces problématiques seront abordées.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

34. Un accord de financement entre la République démocratique populaire lao et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.

35. La République démocratique populaire lao est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République démocratique populaire lao, au titre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, un don d'un montant de vingt-quatre millions de dollars des États-Unis (24 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# Negotiated financing agreement: "Strategic Support for Food Security and Nutrition Project"

(Negotiations concluded on 6 April 2016)

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Strategic Support for Food Security and Nutrition Project (the "SSFSNP" or "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

Lao People's Democratic Republic (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

## Preamble

A. The Steering Committee of the Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) Trust Fund, approved in June 2013 a USD 30 million grant requested by the Recipient in support of Components: 1. Strengthened public services; 2. Community-driven agriculture-based nutrition interventions established; and 3. Sustainable and inclusive market-driven partnerships established of the Project.

B. The International Bank for Reconstruction Development (IBRD) in its capacity as trustee of the GAFSP Trust Fund- and IFAD entered into a Transfer Agreement in November 2010. According to the provisions of the Transfer Agreement, the IBRD shall transfer part (USD 24 million) of the allocated funds approved by the GAFSP Steering Committee to IFAD for the implementation of the Project.

C. On the basis of the above and other considerations, the Fund has agreed to make available to the Recipient, subject to the transfer of funds by the IBRD to IFAD, part (USD 24 million) of the approved funds in the form of a Grant and in accordance with the terms of the Transfer Agreement as well as with the terms and conditions set forth in this Agreement for the implementation by the Recipient of the activities for Component 1, except for Chief Technical Adviser, and Component 3 as noted in the Preamble Paragraph A, and in Schedule 1 to this Agreement (the IFAD financed project activities).

D. WFP has agreed to make available to the Recipient the remaining part of the approved funds in the form of a Grant (the WFP Grant) and in accordance with the terms of the Transfer Agreement between WFP and IBRD, as well as with the terms of an agreement to be entered between the WFP and the Recipient (the WFP Agreement) for the purpose of financing Component 2 "Community-driven agriculture-based nutrition interventions" of the Project and the costs of the Chief Technical Adviser under Component 1.

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 2009 and amended as of April 2014 (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof as may be subsequently amended from time to time, shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. In accordance with Preamble C, the Fund shall provide a Grant to the Recipient which the Recipient shall use to implement the IFAD financed project activities in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. The amount of the Grant is twenty four million United States Dollars (USD 24 000 000). As an exception to Section 4.01 of the General Conditions, amounts shall be credited to the Grant Account only when sufficient funds have been received by the Fund from the IBRD.

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1<sup>st</sup> January.

3. There shall be a Designated Account in USD for the purpose of financing the IFAD financed project activities. The Designated Account shall be opened and maintained in the Bank of the Lao PDR or any other Bank acceptable to IFAD. Upon the Recipient's request, IFAD shall make one or more withdrawals from the Grants accounts on behalf of the Recipient and deposit such amount in the Designated Account. The Designated account shall be operated by the Ministry of Finance of the Recipient and shall be protected against set off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Recipient and accepted by IFAD.

4. There shall be Project accounts at the National Project Coordination Office (NPCO) the District Agriculture and Forestry (DAFOs) of participating districts where project activities will be implemented and at the Department of Agricultural Extension and Cooperatives (DAEC). The Project accounts will be denominated in LAK and opened in commercial banks, acceptable to the Fund for project operations. The National Project Coordinator and DAEC Director at central level and Managers at district levels shall be authorized to operate their respective accounts.

5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately USD 5.4 million. The Government contribution covers taxes, duties and some rural infrastructure, land use registration, salaries for technical and Project coordinators, and operating costs as specified in Schedule II of the Agreement.

6. Each disbursement by the Fund shall be made to the Recipient only if and to the extent that the relevant funds under Transfer Agreement have been duly received by IFAD for the specific purpose of funding the relevant IFAD financed project activities.

## Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Forestry, through its Department of Planning and Cooperation (DPC).

2. The Ministry of Health is designated as additional Project Party.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.
4. A joint mid-term review shall be organized by the Recipient, the Fund and WFP after approximately 30 months of Project implementation. The terms of reference of the mid-term review shall be agreed by the three Parties.
5. For the purposes of Section 8.03 (a) of the General Conditions, the Recipient shall provide IFAD with annual progress reports on the implementation of the IFAD financed project activities in the form requested by the Fund.
6. The Completion Report shall be forwarded to IFAD within six (6) months of the end of the Project Implementation Period or of the termination of this Agreement.

#### Section D

The Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

#### Section E

1. The following is designated as additional grounds for suspension of the right of Recipient to request withdrawals:
  - (a) The transfers from the IBRD under the IFAD-IBRD Transfer Agreement are suspended, cancelled or do not reach IFAD on a reasonable period of time after the submission of the Funds Transfer Request from IFAD to the IBRD.
  - (b) The Project Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
  - (c) The right of WFP to request withdrawals under the WFP Agreement has been suspended.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (a) The transfer of funds specified in the first Funds Transfer Request has been received by the Fund.
  - (b) The Designated Account and the Project Account shall have been duly opened for advance payments.
  - (c) The National Project Coordinator, Financial Manager/Key Staff with qualifications acceptable to the Fund have been duly appointed.
  - (d) A computerized accounting system acceptable to the Fund shall have been procured.
  - (e) A Project Implementation Manual (PIM) shall be drafted and shared with the Fund for its approval.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister of Finance  
Ministry of Finance  
\_\_\_\_\_

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Recipient and will enter into force

\_\_\_\_\_.

LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

Date: \_\_\_\_\_

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. Target Population. The Project target groups will include the rural poor households in about 400 villages, primarily populated by Ethnic Groups. Specifically, the Project will target: (i) under-5 year olds through better nutrition programmes; (ii) primary school children for behavior changing life knowledge; (iii) rural youth through employment generation under force account, and (iv) farming households, particularly poor and women-headed households, to associate to produce and market nutrient-rich food. The project will adopt measures to increase women's participation and influence in project activities community-based planning processes.

2. Project Area. The project will be implemented in 12 districts in four Northern provinces, namely, Oudomxai, Phongsaly, Xieng Khouang and Houaphan. The villages will be selected based on, inter alia, (i) poverty data; (ii) potential for agriculture-led growth including the agriculture and forest resource base, irrigation development potential and market access; (iii) commitment of village leadership; (iv) assessment of climate change vulnerability, and (v) opportunity for convergence through on-going or planned support projects.

3. Goal. The goal of the Project is to contribute to reducing extreme poverty and malnutrition in the Project area.

4. Objectives. The Project's objective is to ensure that improved and diversified climate resilient agricultural production and household nutrition enhance life prospects.

5. Components. The Project shall consist of the following four Components:

5.1 Component 1: Strengthened public services. The component shall underpin the development of government staff capacities, procedures and technical packages to support and converge community implementation of selected National Nutrition Strategy interventions. It comprises two main activities: (i) establishment of a tiered project planning, supervision, monitoring, knowledge management system within the Ministry of Agriculture and Forestry (MAF), and (ii) strengthening of the capacities of Provincial and District Agriculture and Forestry Offices, Technical Service Centres, the National Agriculture and Forestry Research Institute (NAFRI) and the DAEC to develop and deliver sustainable climate-adapted and nutrition-sensitive agriculture and natural resource management technologies and training programmes to monitor their impacts.

5.2 Component 2: Community-driven agriculture-based nutrition interventions. This component will be supported and supervised by the World Food Programme (WFP). It has two sub-components:

Sub-component 2.1: Planning for improved nutritional outcomes. This comprises the support for multi-sectoral convergence planning at the district level to accelerate the implementation of the National Nutrition Strategy and Plan of Actions 2016–2020 (NNSPA). This will include the mapping of different stakeholders' programmes and infrastructure assets, to identify development gaps at village level. Simultaneously, the Project will support improved village development planning in terms of building the capacity of village stakeholders to lead the development process in their communities. The preparation of three-year, multi-sectoral nutrition-sensitive

village development plans (VDPs) will be supported by experienced and existing community planning service providers.

Sub-component 2.2: Women-led improvement in household nutrition. This encompasses the roll out, in all project villages, of a social behavioural change communication programme, jointly supported by the Project and the World Bank-financed Health Governance and Nutrition Development Project (HGNDP). The purpose is to encourage nutrition-enhancing behaviour that maximizes the benefit of the Project co-financed investments in the four NNSPA agriculture interventions. The Project will support the establishment of monthly village-level “farmer nutrition schools” (FNS). The FNS will aim to balance agricultural production, wild food collection and food purchase throughout all seasons of the year, thus enabling villages to increase access to and availability of food for improved dietary diversity.

5.3 Component 3: Sustainable and inclusive market-driven partnerships. This component includes two subcomponents:

Subcomponent 3.1: Profitable investment in nutrient-sensitive, climate adapted agriculture. The Project will identify commodities that have investment potential and which are in compliance with the provincial and district socio-economic development plans (SEDPs). Commodity selection criteria will envisage a strong potential for the commercial production of nutritious food export and/or import substitution; involvement of poor rural households to undertake investments; and creating incremental jobs. For each selected commodity, a Strategic Investment Plan (SIP) will be prepared. The SIP will inform the VDP process and provide a framework for inviting farmers to form production groups and for entrepreneurs to co-invest in the Project area. Simultaneously, the Project will co-finance VDP-identified community and farmer group investment in profitable and sustainable nutrient-sensitive agriculture infrastructure and production through a Village Development Fund (VDF).

Subcomponent 3.2: Linking Farmers to markets. The Project, with the support of MAF and the Ministry of Planning and Investment (MPI), shall review the current contract farming programme in the Project area. The review shall propose adjustments to government legislation, regulations and implementation procedures, underpinning contract farming agreements with a view to establish more equitable and more productive agreements benefiting farmer and investor alike. This will include technical assistance in support of improved contract farming policy. Based on sub-component 3.1 and 3.2, the project shall pilot the use of PPP funding to promote investments and job opportunities among rural enterprises and households.

5.4 Component 4 Project Management

Support shall be provided for project coordination and implementation as outlined in Section II below.

## II. Implementation Arrangements

### A. Organization and Management.

6. Lead Project Agency. The MAF, in its capacity as the Lead Project Agency, shall have the overall responsibility for implementation of the Project. MAF, through its Department of Planning and Cooperation (DPC), will delegate assigned responsibilities to the National Programme Coordination Office (NPCO) based in Vientiane and to the provincial and district line agencies concerned.

7. Governance. The Secretariat of the National Nutrition Committee shall act as the National Project Steering Committee (NPSC). At provincial level the Provincial Nutrition Committee will act as the Provincial Project Steering Committees (PPSC) and, at district

level, the District Socio Economic Development Committee (DSEDC) shall act as the District Project Steering Committee (DPSC).

- 7.1 The NPSC will be responsible for overall project guidance and direction, approval of AWPBs and for progress reports for submission to Ministry of Finance (MoF) and IFAD, and will be the final arbitrator on issues relating to project design and management.
- 7.2 At the provincial level, each PPSC will approve its respective AWPBs and annual progress and financial reports prepared by participating kum bans (village clusters) and districts. In addition to representatives of the Provincial Department of Agriculture and Forestry (PAFO), Department of Finance (DoF), Department of Planning and Investment (DPI), Department of Health (DoH), and Department of Industry and Commerce (DoIC), it will include provincial agri-business Lao Women's Union (LWU), Lao Farmers Network (LFN), international NGOs and civil society representation. The Provincial Governor or his or her designate will head the PPSC. The participating provinces will conduct PPSC meetings at provincial level on a semi basis. The PPSC will report to the existing Provincial Nutrition Committee as required.
- 7.3 At District level, the DSEDC shall act as the District Project Steering Committee (DPSC).

8. Management. The NPCO, based in the MAF-DPC in Vientiane, will assist MAF in carrying out the project implementation and will be fully accountable for the performance of the Project and the use of funds. More specifically, it will: (i) provide overall guidance and technical support to SSFNSP implementers, and build verifiable/measurable district capacities for SSFNSP implementation and coordination, and (ii) ensure overall coordination and programme management. The NPCO will be led by a Project Coordinator assigned by the MAF, and will be supported technically by a DAEC Technical Support Team. The financial management of the project will be executed and facilitated by the MAF DOPC and similar institutional arrangements will be established at the district level.

#### 9. Other implementation actors.

Ministry of Health. The main role of the MoH is to ensure that the SSFNSP is aligned with the implementation of the NNSPA. For this, MoH will partner closely with the MAF, in particular for the four agricultural priority nutrition interventions.

Multi-sectoral Technical Advisory Group (TAG). The NPCO will establish an independent Multi-sectoral Technical Advisory Group (TAG) to support Project implementation. The TAG will include representatives of key MAF and MoH departments, interested donor partners and farmer and civil society organizations, and private sector stakeholders. The TAG will meet on a semi-annual basis to provide technical guidance to Project implementation.

District Agriculture and Forestry Offices. The DAFO will serve as a focal point for the planning and monitoring of SSFNSP activities at district level. Each DAFO will coordinate and consolidate planning and budgets for the preparation of AWPBs, manage SSFNSP accounts for expenditure, carried out at district level, and prepare semester and annual progress reports and financial statements.

Kum ban Pattana. Village Development Clusters will be the focal point for coordinating participatory village level development/investment planning.

Lao Women's Union. The LWU will play a key role in supporting SSFNSP women's empowerment and the development of nutrition programmes at village level.

WFP. In its capacity as the Technical Assistance Supervising Entity, WFP will implement and supervise activities under Component 2: Community-driven agriculture-based nutrition interventions, in close partnership and cooperation with concerned line agencies at different levels and Development Partners.

UN-HABITAT may, as required, be engaged for the implementation of activities relating to infrastructure development that cannot be managed through Community Force Accounts (CFA) and local service providers / local companies.

FAO may, as required, provide technical services for project implementation in areas such as contract farming and provision of new seed varieties.

#### B. Project Implementation Manual.

10. Preparation. The NPCO shall be responsible for the preparation of a PIM that shall describe (i) implementation of Project activities; (ii) the administration of Grant proceeds and Project Parties' responsibilities; and (iii) monitoring and evaluation of Project progress and results. The PIM shall be approved by the NPSC before IFAD's non objection is obtained.

11. Approval and Adoption. The Lead Project Agency shall forward the draft PIM to IFAD for its non-objection. If IFAD does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objections. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by IFAD.

#### C. Other co-financing actors.

The Local private enterprise is expected to contribute approximately USD 0.5 million, and the village beneficiary contribution will be approximately USD 2.9 million in kind.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage of total expenditures net of taxes
I Works	290,000	100%
II Goods, Services & Inputs	2,200,000	See below
III Grants & Subsidies	12,500,000	100% net of all other Contributions
IV Consultancies	3,830,000	see below
V Operating Costs	2,800,000	100% net of Government Contributions
Unallocated	2,380,000	
<b>TOTAL</b>	<b>24,000,000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Goods, Services & Inputs" under Category II, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) Equipment and Material under Component 1 and Project Management Unit which shall be financed by the Grant 100% net of taxes under Component 1 and Component 4.
- (ii) Vehicles and Motorbikes under Component 1 and Component 4 which shall be financed by the Grant 100% net of taxes.
- (iii) Agri-Inputs under Component 1 and 3 which shall be financed 100% by the Grant.

"Grants & Subsidies" under Category III, shall mean eligible expenditures incurred related to Matching Grants under Component 3, which shall be financed 100% by the Grant net of Government and Beneficiaries' contribution. The Government shall finance 15% of the total cost under Infrastructure for Nutrition –rich agriculture.

"Consultancies" under Category IV, shall mean eligible expenditures incurred related to consultancies services, capacity building and training activities under Component 1 except for the Chief Technical Adviser, Component 2 and Component 4.

“Operating Costs” under Category V, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) Salaries & allowances for key staff in NPCO (i.e. Financial, Procurement, Monitoring and Evaluation, Administrative Officers) which will be financed by the Grant.
- (ii) Operating costs which shall be financed 100% net of taxes for DSA of local travel, operation and maintenance and annual meeting costs in Project provinces and periodic field visits and audit. Other operating costs except those covered by the Grant shall be financed 100% by Recipient.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (computerized accounting system, PIM and start up related expenditures) incurred before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal but after entry into force of this Agreement shall not exceed an aggregate amount of USD 50 000.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	YR1	MTR	End	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Goal:</b> Contribute to reduced extreme poverty and malnutrition	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incidence of child malnutrition (height for age) amongst two-year old children in Project villages reduced from 60% at present to 50% by project completion (disaggregated by gender and ethnicity).</li> </ul>	0	0	3%	10%	RIMS, UNICEF, MICS, GoL stats	Project start, mid-term and end-project	Project management	
<b>Development Objective:</b> Improved and diversified climate resilient agricultural production and household nutrition enhance life prospects. (inflation adjusted and disaggregated by gender and ethnicity)	<ul style="list-style-type: none"> <li>21,000 HH out of poverty by increasing per capita income from the current level to more than \$270/yr by Project-end (inflation adjusted and disaggregated by gender and ethnicity)</li> </ul>	0	0	8000	21000	RIMS surveys; LECS Surveys	Project start, mid-term and end-project	Project management	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued government commitment to multi-sectoral approaches to improved food security and nutrition;</li> <li>Resource access and land security of poor communities is supported and expanded.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 21,000 households with improved food security (measured as a HFIAS<sup>1</sup> score of 7.0 or lower (disaggregated by gender and ethnicity).</li> </ul>	0	0	8000	21000	RIMS surveys UNICEF MICS	Project start, mid-term and end-project	Project management	
<b>Outcome 1:</b> Strengthened public services	<ul style="list-style-type: none"> <li>30 technical service centres operating sustainably using outcome-based farmer contracts.</li> </ul>	0	2	15	30	Project M&E; PAR reports	Annual	Project management DAEC	<ul style="list-style-type: none"> <li>DAEC, NAFRI and TSC collaboration for technology testing and dissemination;</li> <li>Comprehensive mapping and use of proven/tested tools within country and Asian region</li> <li>TSC's incentivised to operate sustainably</li> <li>Programme financing is disbursed in time to support field implementation.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>10 sustainable climate-adapted and nutrition-sensitive agriculture and natural resource management technologies adopted by more than 10,000 farmers (disaggregated by gender and ethnic group)</li> </ul>	0	1	4	6	Project M&E; PAR reports	Annual	Project management DAEC	
<b>Output 1</b> Build government staff capacities and procedures and technical packages to support and converge community implementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>12 districts have guidelines, tools and core competencies for participatory nutrition-sensitive, climate-adapted market-led agriculture and rural development planning and implementation</li> </ul>	0	Partial	Yes	Yes	Project M&E records	Annual	Project management Service Provider	<ul style="list-style-type: none"> <li>Technical coordination is responsive to the grassroots level needs.</li> <li>Effective mobilization of service providers and experts within govt. and</li> </ul>

<sup>1</sup> Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS), ([http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/eufao-fsi4dm/doc-training/hfiass.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/eufao-fsi4dm/doc-training/hfiass.pdf))

of selected National Nutrition Strategy interventions	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 70% rural household satisfaction with farmer-level technical information services (gender, age ethnic and poverty disaggregated).</li> </ul>	0	0%	50%	70%	Project M&E	Annual	Project management DAEC	non-state actors
<b>Outcome 2::</b> Community-driven agriculture-based nutrition interventions established	<ul style="list-style-type: none"> <li>300 participatory village investment plans show return on investment &gt; 8%.</li> </ul>	0	0	100	300	Project M&E	Annual	Project; Service provider	<ul style="list-style-type: none"> <li>VDPs are prepared and implemented at field level;</li> <li>Service providers successfully transfer participatory development skills to district administrations</li> <li>Programme financing is disbursed in time to support field implementation;</li> <li>Convergence with other programmes and nutrition initiatives</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 21,000 households achieve a household dietary diversity score of at least 75 per cent of the HDDS of the top income tercile in their kum ban (disaggregated by ethnicity).</li> </ul>	0	1 000	10000	21000	RIMS, HDDS studies, FNS records	Project start, mid-term and end-project	Project management; DHO	
<b>Output 2:</b> Planning for improved nutritional outcomes	<ul style="list-style-type: none"> <li>34,000 beneficiary households participate in VDP preparation (disaggregated by gender and ethnicity of HH-head);</li> </ul>	0	3,000	20000	34000	Project M&E	Annual	Project; Service provider	
<b>Output 3:</b> Women-led improvement in household nutrition	<ul style="list-style-type: none"> <li>28,000 women in project area of 15-49 years of age, consume at least 5 out of 10 defined food groups daily (disaggregated by ethnicity)</li> </ul>	0	0	10000	28000	RIMS surveys	Project start, MTR and end-project	Project, MoH/DHO	
<b>Outcome 3::</b> Sustainable and inclusive market-driven partnerships established	<ul style="list-style-type: none"> <li>Market driven partnerships increase income of at least 10,000 participating farmers by at least 40% (disaggregated by gender)</li> </ul>	0	0	3000	10000	Project M&E	Annual	Project, service providers	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adequate and timely solutions provided to smallholders (aggregation, technology and policy, financing);</li> <li>Contract farming and cooperative laws put in place and implemented by GoL institutions to ensure fair treatments and reasonable benefits for farmer groups/ associations and cooperatives.;</li> <li>Productivity improvements in areas with continued growth in market demand.</li> <li>Villages receive fair terms of trade for their products</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>10,000 farmers with new land use rights recorded (disaggregated by gender) in a manner recognized by national or customary law</li> </ul>	0	1000	4000	10000	DAFO records, Project M&E	Annual	DAFO Project, Farmers' organizations	
<b>Output 4:</b> Profitable investment in nutrient-sensitive, climate adapted agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>2,000 hectares of new irrigated land established</li> </ul>	0	100	700	2000	PAFO records	Annual	PAFO	
<b>Output 5:</b> Linking farmers to markets	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 20 private or public-private agro-processing and quality control facilities installed</li> </ul>	0	0	6	20	Project M&E system	Annual	Project, DAEC DAFO	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>25 registered agricultural cooperatives or community-based agro-enterprises established with sound charters and business plans</li> </ul>	0	0	5	30	Project M&E, annual surveys	Annual	Project; service providers	